Chirac, Villepin, Sarkozy reculent sur le CPE !

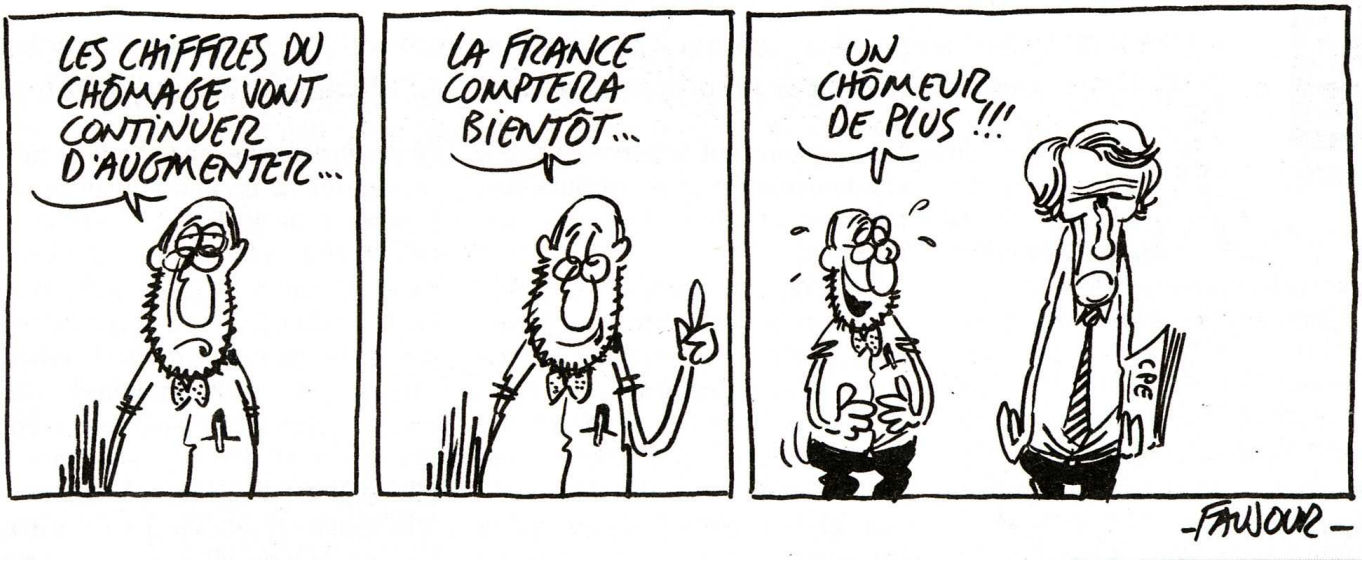
La lutte paye, mais elle doit continuer !

avril 2006
Bulletin de la commission ouvrière
Ligue Communiste Révolutionnaire de Lorraine Nord

Après avoir pendant plus d'un mois joué à Napoléon chef de bataille pour l'emploi, Villepin a dû rabattre son caquet et accepter le retrait du CPE devant l'imposante mobilisation sociale initiée par la jeunesse. Ce recul est un succès, même s'il est loin de répondre à l'ensemble des exigences du mouvement.

Une énième mesure pour rien

Le retrait du CPE laisse la place à un nouveau dispositif destiné, selon les propos de Chirac-Villepin-Sarkozy, à l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. Autant dire un nouveau dispositif pour faire semblant de faire quelque chose et qui ne sert à rien pour l'emploi. La loi dite *d'égalité des chances*, c'est d'importantes aides financières au patronat, évaluées à 300 millions d'euros par an. C'est le retour à l'apprentissage dès 14 ans. Mais qui peut croire qu'un jeune en échec scolaire aura là une chance de faire un bon ouvrier ? Voilà bien l'expression d'un vrai mépris pour le travail manuel ! C'est le retour du travail de nuit pour les jeunes dès 15 ans, présenté comme une chance pour les adolescents. Mais n'est-ce pas un retour à des dispositions passéistes et archaïques alors qu'ils parlent de la nécessité de nous adapter à la modernité ? La réponse d'un dirigeant sarkoziste à cette question éclaire bien la mentalité de ce monde des nantis puisqu'il ose faire la comparaison avec la réintroduction du tramway dans les villes. Décidément, leur modernité n'est pas la nôtre et nous ne devons pas soumettre les dispositions du Code du travail au cynisme d'un tel personnel politique.



Chirac, Villepin, Sarkozy ont été défaits !

Le vrai succès du mouvement des jeunes est d'avoir discrédité ce gouvernement illégitime, désavoué dans la rue et dans les urnes. Il l'a ridiculisé en l'obligeant à des gesticulations grotesques et en l'obligeant à céder. Il faudrait maintenant aller de l'avant pour imposer de véritables mesures contre la précarité et le chômage, mettre un coup d'arrêt à la politique de régression sociale de ce gouvernement et en finir avec lui.

Villepin prétend maintenant vouloir ouvrir des discussions sur l'insertion des jeunes, le parcours professionnel, la précarité. Mais ce ne sont que des manœuvres de diversion pour gagner du temps et tenter d'associer les organisations syndicales à sa politique.

Alors fort de ce premier recul, renforçons les liens de solidarité pour discuter de nouvelles initiatives et pousser l'avantage.

Assez de ce gouvernement illégitime !

Chirac, Villepin, Sarkozy ont terminé leur période d'essai !

Contre la précarité et le chômage, la lutte continue !

Comment Galuzeau de Villepin se bat <u>pour</u> le chômage et la précarité des jeunes

Il nous l'a encore répété en annonçant le retrait du CPE, Galuzeau de Villepin se bat contre le chômage des jeunes. Mais GdV est un menteur car au lieu de faciliter l'accès de l'emploi aux jeunes il le freine.

Les salariés du « baby boom », ceux qui sont nés en 1945, 46, 47 arrivent à l'âge de la retraite. Ils sont entre 300 & 400 000 fonctionnaires et 250 à 300 000 dans le privé. Cela devrait donc créer un grand appel d'air, permettre l'emploi d'autant de jeunes et une importante baisse mécanique du chômage. Or, le gouvernement fait tout pour freiner ce phénomène.

On oblige les salariés qui allaient partir à la retraite à rester :

C'est d'abord la conséquence des contre-réformes des retraites : les salariés n'ont plus le nombre suffisant d'années de cotisations et même s'ils ont l'âge de le faire ils ne prennent pas leur retraite car le système des décotes amputent leurs revenus de manière dramatique.

La loi sur l'égalité des chances, contient un certain nombre de dispositifs : possibilité de cumuler emploi et retraite, possibilité de 2 CDD de 18 mois pour les salariés entre 57 & 60 ans, alors que l'UNEDIC vient de supprimer le système de 42 mois d'indemnités pour les 57/60ans…Si on ajoute que les fonctionnaires peuvent rester jusqu'à 67 ans au lieu de 65 ans, les contrats « séniors » on voit bien que tout est fait pour que les plus âgés ne partent pas à la retraite.

De l'autre coté, on ne remplace pas les départs à la retraite.

Il n'y pas de concours d'entrée dans la fonction publique ou quand il y en a le nombre de postes est dramatiquement insuffisant. Dans le privé comme dans le public, la plupart des jeunes embauchés le sont dans des conditions précaires.

Le gouvernement fait tout pour limiter les effets du départ à la

retraite massif de ceux du baby boom et continuer à précariser l'entrée de la jeunesse sur le marché du travail. Il agit par étapes, mais son but est bien de précariser l'ensemble du monde du travail. Avec le CPE une bataille a été gagnée mais il en reste de nombreuses à gagner pour que notre camp reprenne l'avantage.

Imaginaire, le magot des entreprises du CAC 40 ?

C'est à la mi-mars, en pleine bataille contre le CPE et la précarité, que nous avons appris l'énorme performance des très grandes entreprises françaises pour 2005. Tous les records sont pulvérisés : l'augmentation sur 2004 est de 362% pour Danone, 102 % pour EDF, 89% pour France Telecom, 66% pour Arcelor, 29% pour GDF, 19% pour Renault, 13% pour Total. Si les profits de Peugeot restent considérables, l'entreprise enregistre cependant un recul de 37%.

Ces chiffres, les jeunes s'en sont légitimement emparés dans les débats : « **Quoi ? Vous voulez casser le Code du travail, augmenter l'exploitation alors que les profits explosent ? Pas question ! A nous la vie précaire, aux actionnaires les dividendes : c'est hors de question** !»

Cette combativité argumentée a mis les promoteurs du CPE en difficulté.

Mais pour défendre les privilèges de la rente des placements, le patronat et ses amis politiques et médiatiques sont près à suer eau et sang : ils ne lâchent pas le morceau ! Et font flèche de tout bois: « **Justement, ces profits ont été réalisés en grande partie hors de France. C'est un magot imaginaire ! Ici, trop de *« charges »* !** (traduisez : cotisations sociales, notre salaire socialisé, notre Sécurité sociale). **Trop de *« rigidités »* !** (traduisez : Code du travail, obstacles à l'arbitraire patronal). **Pas assez de *« flexibilité, de souplesse »* !** (traduisez : souplesse des échines, précarité)»

Ils veulent nous faire douter de nous-mêmes ! La vérité, c'est qu'en France, toutes entreprises confondues, celles qui disparaissent et celles qui se créent, les petites et les grandes, celles qui produisent des biens et celles qui produisent des services, les richesses produites augmentent en moyenne de 2% par an ! C'est énorme !

Collectivement, nous produisons aujourd'hui 50% de plus qu'il y a 20 ans (le fameux Produit intérieur brut, PIB)! Mais les profits réalisés en France, passant de 300 à 600 milliards €, ont fait la culbute, + 100% ! Dans le PIB, leur part est passée de 30% à 40% !

Pour nous contacter ou pour recevoir la Mirabelle Rouge (feuille de la LCR de Moselle) :
lcr57@nomade.fr ou 06/86/27/93/25

CNE : des patrons tout puissants.
Comme de nombreux salariés licenciés suite à un CNE, ceux de la solderie IBEX à Luneville attaquent leur patron, devant les prud'hommes pour licenciement abusif. Comme la loi l'autorise, il n'y a pas de motif à leur licenciement mais comme par hasard, l'un des salariés a été licencié suite à son congé paternité et trois autres après avoir osé réclamer le paiement des heures supplémentaires, qui certaines semaines s'élevaient jusqu'à 77 heures ! Avec le CNE, le patron peut tranquillement bafouer le droit du travail. La lutte contre le CPE nous montre le chemin…Après le CPE, c'est le CNE que le gouvernement devra retirer !

Jeudi 23 mars, Place de la Comédie à Metz : une sacrée rencontre !
Ce jeudi-là, ils se sont retrouvés 5000 sur l'Esplanade, les lycéens et les étudiants, pour crier contre le CPE et la précarité. Ce jeudi 23, il était réservé de longue date par les veuves de mineurs pour faire résonner dans la rue la revendication de l'augmentation de leurs pensions à l'appel de la CGT… Et voilà que le cortège des veuves arrive 2 heures plus tard Place de la Comédie où la jeunesse est déjà parvenue par un autre itinéraire. Aussitôt la manif des jeunes se scinde en deux pour accueillir les 700 « aînées ». De part et d'autre, instantanément, la signification symbolique est mesurée : on s'applaudit mutuellement aux cris du fameux « Tous ensemble ! Tous ensemble ! » De larges sourires illuminent les visages, nombre de veuves ont le poing levé ! La scène dure de longues minutes… Un sacré tableau, un moment rare, peut-être un moment de bonheur ! Magnifique réponse aux tenants de la thèse de la « guerre des générations » !

Il a osé le dire…
« Je veux être efficace face aux problèmes tels qu'ils se posent : vous ne pouvez pas savoir le pognon qu'on coûte à la Sécu dans la dernière année de vie… Il est trop simpliste d'affirmer qu*'il faut prendre sur les profits capitalistes*… » Malys, secrétaire régional de la CFDT, lors d'un débat à Homécourt sur la Sécu et son financement. Devant une assistance de retraités(ées) ! Si ce n'est pas de la provoc… !

Les assurances AGF propose d'instaurer une Sécurité Sociale de luxe !
Moyennant une cotisation annuelle de 12 000 euros, ce nouveau produit santé comme ils disent, devait permettre à quelques centaines de cadres dirigeants d'entreprise de bénéficier de la priorité d'accès aux soins chez les plus grands spécialistes du secteur conventionné avec un réseau de deux cents praticiens sélectionnés à cet effet. Tout le principe de solidarité qui régit encore la Sécurité Sociale, avec le droit d'égalité d'accès était ouvertement remis en cause. Face à l'émotion soulevée dans le secteur de la santé, les AGF ont remisé leur projet au placard, mais certainement pas aux oubliettes……Raison de plus de se battre contre la marchandisation du système de soin et contre le développement d'une médecine à plusieurs vitesses.